

VILLÉ - RÉUNION PUBLIQUE SUR LE PROJET DE TRANSFORMATION DE L'EX-GENDARMERIE EN LOGEMENTS D'ACCUEIL POUR DEMANDEURS D'ASILE

« Casser les mythes » sur l'accueil de réfugiés

La réunion publique, organisée lundi soir à la salle d'animation du groupe scolaire de Villé, a cristallisé les inquiétudes de la population concernant l'accueil de demandeurs d'asile dans l'ancienne gendarmerie. Le sous-préfet Stéphane Chipponi a annoncé, devant plus d'une centaine de personnes, qu'une dizaine de familles devraient rejoindre la structure vacante d'ici six mois, après que la société Adoma a réalisé des travaux de réhabilitation.



Le bâtiment de l'ancienne gendarmerie devrait accueillir des familles de réfugiés. PHOTO DNA - Franck Delhomme

La réunion publique organisée, lundi soir, par la sous-préfecture et la mairie de Villé, a été houleuse. Il s'agissait d'informer les habitants concernant l'accueil de demandeurs d'asile dans l'ancienne gendarmerie villoise.

Celle-ci, vacante depuis cinq ans, a pour vocation de devenir une structure d'accueil « provisoire », souligne le sous-préfet de l'arrondissement de Sélestat-Erstein Stéphane Chipponi, pour des réfugiés de guerre.

L'interrogation récurrente de la soirée a été de savoir combien de migrants s'installeront à Villé. C'est seulement à la fin de la réunion d'information que le sous-préfet invoque le chiffre de « dix familles » qui pourraient être accueillies durant neuf mois, « car c'est la durée d'attente moyenne pour que leur dossier soit examiné ».

Aller au-devant des « réticences et des inquiétudes »

En attendant que leur demande d'asile aboutisse à un accord ou un refus, ils seront accompagnés par des travailleurs sociaux qui s'appuieront sur des associations du secteur. Le but est de les insérer de la meilleure des façons possibles « au niveau du tissu local », affirme Gilles Furno, directeur d'établissement nord-est de la société Adoma (« l'insertion par le logement »), en faisant « le lien et en les formant en français ».

La société, qui s'occupe de reloger des migrants et des sans-abri, et plus globalement la frange la plus démunie de la société, doit encore faire une étude de faisabilité. Gilles Furno, qui a déjà pu visiter l'ancienne gendarmerie ayant une capacité de cinquante places, évoque « un risque d'amiante » mais qui ne devrait pas forcément impliquer un retard dans les travaux. Ceux-ci devront être entrepris prochainement pour la mise aux normes de l'ancien bâtiment.

Le représentant d'Adoma fait également le constat que parmi les demandeurs d'asile accueillis dans divers centres qu'il a ouverts, ce sont en majorité des hommes isolés alors que son personnel est davantage féminin, et « ça se passe plutôt bien au quotidien ».

En plus de présenter le projet aux habitants, cette rencontre devait aussi servir à recueillir l'opinion de la population et, si possible, à apaiser les tensions (lire l'encadre de droite) en vue d'aboutir à une concertation éclairée.

« C'est limite malsain d'opposer les SDF aux demandeurs d'asile »

« Ce qui se passe au Moyen Orient est ce qui s'appelle une guerre, commence le maire de Villé André Frantz, nous sommes là pour apporter des réponses, parce qu'il y a évidemment des réticences et des inquiétudes formulées à propos de la proximité avec le collège et l'école primaire. » Il a aussi devancé rapidement « une problématique », celle de Fribourg « dont la presse s'est fait largement écho », faisant allusion à l'arrestation d'un réfugié afghan suspecté du viol et du meurtre d'une jeune étudiante (DNA de dimanche).

L'élu a posé les questions suivantes : « Face à la crise humanitaire sans précédent, pouvons-nous rester insensible à la situation désespérée de ces populations ? Comment peut-on accepter de laisser mourir les gens, dont des enfants ? Avons-nous assez d'humanisme pour les accueillir ? »

Alors que le maire précise sa préférence d'accueillir des familles plutôt que des hommes seuls, le sous-préfet veut, quant à lui, « casser les mythes. C'est un devoir d'humanité » que d'accueillir des réfugiés venant de Syrie et d'Irak. « Alep ressemble à Dresde en 1945, il est impossible de reloger les personnes sur place », souligne-t-il.

Anticipant d'éventuelles critiques, il juge tout aussi impossible voire « limite malsain d'opposer les demandeurs d'asile aux SDF. L'État les aide aussi. » Dans l'objectif de « démonter les idées préconçues sur le sujet », il rappelle que des réfugiés sont déjà installés à Marckolsheim, Mackenheim et Châtenois et qu'ils « ne font pas de bruit ».

Pour Stéphane Chipponi, le programme d'accueil provisoire des migrants s'inscrit « dans l'avenir du site. C'est une action positive et humaniste, et un moyen de valoriser le lieu ». Pour rappel, l'ancienne gendarmerie avait été un temps pressentie afin d'être transformée en logements sociaux, mais « ça n'avait pas prospéré »...

Expliquer la démarche à la population, lors d'une réunion loin d'avoir toujours été constructive, était important, conclut le sous-préfet qui avait déjà été voir les conseillers municipaux villois deux fois en amont.